

Évaluation d'impact du projet Diffusion radiophonique pour la gestion communautaire des conflits du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix. Le cas du Niger

RAPPORT FINAL DES CONCLUSIONS

Avril 2026

Dr Tatiana Orozco García

Dr Neil T.N. Ferguson

Paulina Rebolledo Guzmán

Prof. Dr Philipp Schröder



Déclaration

L'initiative PeaceFIELD (Peacebuilding Fund Impact Evaluation, Learning, and Dissemination) réalise des évaluations d'impact des projets soutenus par le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) du Secrétaire général des Nations Unies, renforce les capacités à mener des évaluations d'impact sur les projets soutenus par le PBF et diffuse les principaux résultats de ces évaluations. Lancée en janvier 2021, cette initiative est le fruit d'une collaboration entre le Centre international pour la sécurité et le développement (ISDC), l'Initiative internationale pour l'évaluation d'impact (3ie) et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO). PeaceFIELD a bénéficié du généreux soutien du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères (GFFO) et d'Affaires mondiales Canada. Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du PBSO, de l'ISDC, de 3ie et du GFFO. La collecte de données n'aurait pas été possible sans le soutien supplémentaire de l'association LASDEL et du Secrétariat du PBF au Niger.

Résumé exécutif

Le Mali et le Niger connaissent depuis plusieurs années un sous-développement important, des troubles politiques, une grande fragilité et des niveaux élevés de violence. Dans ces deux pays, la violence est particulièrement aiguë dans les régions frontalières. Cette violence est liée à l'extrémisme, à des actes perpétrés par ceux qui estiment pouvoir en tirer un avantage matériel, ainsi qu'à des conflits fonciers et intercommunautaires au sein des communautés. Cette situation tendue a été encore exacerbée par des changements de gouvernement irréguliers dans la région, notamment au Mali et au Niger ces dernières années. C'est dans ce contexte que le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) du Secrétaire général des Nations Unies a mené ses activités. Dans cette évaluation, nous examinons l'efficacité du projet « Soutien aux initiatives de dialogue communautaire transfrontalier avec les acteurs des secteurs de la sécurité et de la justice pour la consolidation de la paix au Mali et au Niger ».

Un élément clé du projet consistait à former les stations de radio communautaires locales à diffuser des messages et des programmes généralement considérés comme relevant de la « radio pour la paix ». Ces émissions comprenaient des pièces de théâtre humoristiques destinées à promouvoir la paix par le rire et l'humour; des programmes d'information plus sérieux; des mises en scène de conflits complexes et de leur résolution pacifique, ainsi que des entretiens avec des parties prenantes clés, telles que des responsables politiques locaux et nationaux. Le projet global a été mis en œuvre par l'ONUSD et ONU Femmes à Gao et Mékana au Mali, ainsi qu'à Tillabéri au Niger, pour un coût de 3,1 millions de dollars, entre 2019 et 2020.

Afin de comprendre le rôle que ces émissions ont joué dans le façonnement des attitudes des individus dans les zones de couverture des stations de radio soutenues, nous avons recueilli des données spécifiques quatre ans après la mise en œuvre, en juin 2024. L'objectif de ces données était d'évaluer les effets des interventions sur les attitudes des individus à l'égard de la violence et de la prévention des conflits, ainsi que sur la confiance au sein des communautés, entre celles-ci et entre les communautés et les institutions. Les résultats présentés dans ce rapport complètent ceux d'une analyse précédente des effets à court terme du projet sur la propagation géographique de la violence en mettant en lumière les mécanismes qui ont pu contribuer à ces résultats. Ces analyses s'appuient sur une enquête quantitative, un message d'amorçage intégré et des entretiens qualitatifs.

Notre analyse repose sur un échantillon de 779 personnes interrogées dans cinq zones de la région de Tillabéri au Niger. Les personnes interrogées ont été invitées à écouter soit une version modifiée d'une émission de radio réelle, soit un enregistrement audio comparable sur un sujet sans rapport, à savoir la nutrition. Nous comparons les

individus situés à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des zones de couverture de la diffusion afin d'évaluer si une exposition préalable a influencé leurs réponses à l'émission. De plus, nous avons mené un exercice intégré de collecte de données qualitatives auprès de 42 des 779 participants initiaux, qui ont été invités à y prendre part.

Nos résultats suggèrent des tendances positives plus marquées chez les personnes ayant été préalablement exposées à l'émission radiophonique puis au message de paix. Des progrès ont été observés en matière de confiance sociale, alimentée par la confiance envers les membres de la famille, et de confiance institutionnelle, alimentée par la confiance envers les chefs religieux. Aucun changement n'a été observé dans les niveaux déjà faibles de tolérance à la violence ou dans les attitudes politiques. Ensemble, les résultats quantitatifs et qualitatifs fournissent un compte rendu cohérent de la manière dont les interventions de consolidation de la paix par la radio peuvent façonner les attitudes dans les contextes touchés par un conflit. Ils offrent des preuves suggestives de l'impact tant des messages diffusés que des émissions elles-mêmes.

Contexte de la recherche

L'initiative PeaceFIELD (Peacebuilding Fund Impact Evaluation, Learning, and Dissemination) mène des évaluations d'impact rigoureuses des projets soutenus par le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) du Secrétaire général des Nations unies, renforce les capacités à comprendre, mener et tirer des enseignements des évaluations d'impact sur les projets soutenus par le PBF, et diffuse les principaux résultats des évaluations directement aux parties prenantes concernées. Lancée en janvier 2021, cette initiative est le fruit d'une collaboration entre l'ISDC (International Security and Development Center), l'Initiative internationale pour l'évaluation d'impact (3ie) et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO). PeaceFIELD bénéficie du généreux soutien du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères (GFFO) et d'Affaires mondiales Canada (GAC). Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du PBSO, de l'ISDC, de 3ie, du GFFO ou de GAC.

Consciente des lacunes importantes en matière de connaissances et du manque de capacités qui en découle pour l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles dans le domaine de la consolidation de la paix, l'Initiative a travaillé en étroite collaboration avec le PBF afin de comprendre l'efficacité et les mécanismes des éléments clés de la stratégie du PBF, ainsi que des projets novateurs et prometteurs susceptibles de constituer les fondements de futures stratégies. L'identification et l'analyse d'interventions faisant l'objet d'études de cas qui répondent à ces critères ont constitué un élément clé de PeaceFIELD. À cette fin, l'Initiative a identifié un certain nombre de situations viables à étudier, notamment : un projet multiforme de protection des moyens de subsistance et des personnes déplacées au Darfour, au Soudan ; la

création de registres communautaires et un projet de soutien et de formation des médiateurs de conflits dans la vallée de Polochic, au Guatemala ; un projet de dialogue transfrontalier et de renforcement des capacités pour la prévention des conflits entre les communautés locales et les acteurs de la sécurité, s'appuyant notamment sur des stations de radio communautaires à la frontière entre le Mali et le Niger ; et un projet de réhabilitation des terres et de communication destiné aux agriculteurs et aux éleveurs à la frontière entre la Guinée et la Sierra Leone. Dans ce document, nous examinons les résultats issus d'une étude à un niveau « macro » du projet Mali/Niger dans la période postérieure à l'intervention. Dans ce travail, nous adoptons une vue d'ensemble de la situation, en examinant la relation entre l'intervention et les indicateurs clés relatifs à la paix, analysés à des résolutions géographiques désagrégées.

1. Introduction

Ce rapport examine l'efficacité du projet « Soutien aux initiatives de dialogue communautaire transfrontalier avec les acteurs des secteurs de la sécurité et de la justice pour la consolidation de la paix au Mali et au Niger » (réf. : 00114134 / 00114135 et [IRF-299](#) – Mali – et [IRF-300](#) – Niger). L'objectif de cette étude est d'évaluer les impacts à moyen terme de la composante « radio pour la paix » quatre ans après le début de sa mise en œuvre, en mettant particulièrement l'accent sur le Niger. Cette période est particulièrement pertinente pour comprendre les effets des interventions au fil du temps et leur degré de durabilité. L'analyse s'appuie sur des données primaires collectées au niveau individuel pour tirer des conclusions sur l'effet de l'intervention sur les résultats 1 et 2. Le résultat 1 porte sur les attitudes des individus à l'égard de la violence et de la prévention des conflits, tandis que le résultat 2 porte sur le renforcement de la confiance au sein des communautés, entre celles-ci et entre les communautés et les institutions (voir : Figure 1)¹. Les résultats présentés dans ce rapport viennent compléter ceux d'une analyse précédente, qui a montré que le projet de radio pour la paix soutenu par le PBF avait entraîné une réduction relative de l'étendue géographique de la violence dans la période qui a suivi immédiatement le projet. La violence dans les zones situées dans la zone de couverture de la radio est devenue, relativement, moins répandue que dans des zones similaires situées en dehors de cette zone. Cette évaluation complète ces conclusions, tout en mettant en lumière les mécanismes qui ont pu contribuer à ces résultats, et en évaluant la principale théorie du changement des émissions, qui était axée sur le développement de la confiance horizontale et verticale.

Cela s'explique par le faible niveau de confiance qui règne dans les contextes étudiés, ce qui contribuerait, selon les analyses, aux niveaux élevés de violence observés dans ces communautés. Les causes des conflits le long de la frontière entre le Mali et le Niger sont complexes et comprennent des tensions entre différents groupes ethniques, la concurrence pour les ressources naturelles, la présence de divers groupes armés, y compris des groupes terroristes violents et des organisations criminelles internationales, ainsi qu'un faible niveau de confiance, même au sein des familles. La région a également été touchée par l'instabilité politique ces dernières années, et les institutions de l'État ne disposent pas toujours de capacités ou d'une portée suffisantes dans les zones frontalières touchées par les conflits. Les mécanismes traditionnels de résolution des conflits et les systèmes de justice d' e sont confrontés à des défis,

¹ Cette étude s'inscrit dans le cadre d'un effort d'évaluation plus large visant à mesurer les progrès réalisés au regard des trois résultats attendus du projet. Le résultat 1, portant sur l'amélioration de la prévention et de la résolution des conflits, a été évalué à l'aide d'une analyse à grande échelle des incidents violents survenus dans la région, sur la base des données ACLED (Benesh, T., Ferguson, N. T. N., & Hosford, L. (2025). *Évaluation d'impact : Évaluation des interventions en faveur de la paix visant à instaurer la confiance et à sensibiliser la population à la frontière entre le Mali et le Niger*, rapport PeaceFIELD). Les résultats 1 et 2 ont été évalués à l'aide d'une combinaison de méthodes de recherche quantitatives et qualitatives.

notamment un manque de coordination entre ces instances au sein des différentes communautés, un manque de capacités, un faible niveau de confiance et une forte politisation, qui conduisent à leur tour à un sentiment d'injustice. Pris ensemble, ces facteurs font que les zones frontalières connaissent de faibles niveaux de confiance tant au sein des communautés qu'entre celles-ci et les autorités, y compris les acteurs de la sécurité et de la justice.

En réponse à ces facteurs, le projet global financé par le PBF, mis en œuvre par l'ONUDC et ONU-Femmes de 2019 à 2020, visait à renforcer l'efficacité des institutions étatiques et non étatiques pour prévenir et résoudre les conflits locaux dans les zones frontalières, améliorer les relations entre les communautés et les acteurs de la sécurité et de la justice, et faciliter le partage des meilleures pratiques en matière de consolidation de la paix. Pour ce faire, le projet a soutenu diverses activités, notamment le renforcement des capacités des acteurs locaux de la sécurité, l'amélioration de la représentation des femmes et des jeunes dans les mécanismes de gestion des conflits, et la formation des stations de radio locales à la diffusion de messages et de programmes en faveur de la paix.

Opérationnalisation de la matrice des résultats

Résultat 1 : Prévenir et résoudre les conflits de manière efficace.	<p>Indicateur 1 : Événements violents régionaux, provenant de l'ACLED (données macro)</p> <p>Indicateur 2 : Attitudes individuelles face à la violence (micro-données)</p>
Résultat 2 : Confiance accrue au sein des communautés et des institutions	<p>Indicateur 1 : Indice de confiance interpersonnelle à partir de l'enquête (micro-données)</p> <p>Indicateur 2 : Indice de confiance institutionnelle à partir d'une enquête (micro-données)</p> <p>Indicateur 3 : Attitudes envers les politiques gouvernementales (micro-données)</p>
Résultat 3 : Partage d'expériences et de bonnes pratiques	<p>Indicateur 1 : Réflexions sur le partage d'informations entre les parties prenantes clés (données qualitatives)</p>

Figure 1: Mise en œuvre de la matrice des résultats de Prodocs

Cette étude se concentre sur la programmation dans les zones de couverture de quatre stations de radio de la région de Tillabéri au Niger et compare les résultats obtenus dans ces régions à ceux des zones situées juste au-delà de la zone de couverture qui n'ont pas reçu le programme de radio pour la paix . Mener ce travail en se référant spécifiquement à ces zones permet de définir des communautés de traitement (celles situées juste à l'intérieur de la zone de couverture des stations soutenues) et des

communautés de référence valides (celles situées juste au-delà de la zone de couverture qui n'ont pas reçu de soutien). Cela nous permet d'évaluer la contribution causale des émissions de radio aux résultats clés. C'est important, car cela nous permet de comprendre et d'attribuer les changements dans les perceptions et les attitudes des individus aux émissions. Plus précisément, cela nous permet de comprendre comment le message des émissions a influencé les résultats pour ceux qui pouvaient y accéder, par rapport à ceux qui ne le pouvaient pas, en garantissant que les résultats ne reflètent pas des changements plus larges induits par d'autres facteurs ou phénomènes. Comme les stations de radio communautaires ont une portée de diffusion limitée (en moyenne, environ 35 km de rayon) et que ces portées sont connues pour chaque cas, les individus des zones ciblées peuvent être facilement identifiés, tout comme ceux des zones de référence. Les personnes vivant dans un rayon de 35 km autour de chacune des quatre stations de radio sont considérées comme ayant été préalablement exposées à l'émission, tandis que celles vivant au-delà de 35 km et jusqu'à 66 km au moment du projet représentent les personnes qui n'avaient pas été exposées auparavant à l'émission. Les quatre zones prises en compte pour l'étude sont Goroual, Ayorou, Bankilaré et Banibangou.

Notre analyse repose sur un échantillon de 779 personnes interrogées en juin 2024 dans ces quatre localités. Nous avons demandé aux participants d'écouter soit un extrait modifié d'une émission de radio réelle, soit un enregistrement audio comparable portant sur un sujet sans rapport (la nutrition). Cela nous a permis d'évaluer l'impact direct et à court terme du message diffusé sur les perceptions et les attitudes. Les personnes ayant été sélectionnées au hasard pour écouter l'émission sur la paix ou l'enregistrement alternatif, cela a permis de garantir que les différences de résultats entre ces groupes étaient uniquement attribuables aux informations reçues. Notre analyse prend en compte les personnes situées à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des zones de couverture de la diffusion afin d'évaluer dans quelle mesure une exposition préalable a influencé leurs réponses à l'émission. Une collecte de données qualitatives intégrée a été menée parallèlement à la collecte de données quantitatives et a inclus 42 des 779 participants initiaux, qui ont été sélectionnés au hasard et invités à participer. Les données ont été collectées en partenariat avec LASDEL, un organisme de recherche basé à Niamey. L'expertise de LASDEL a permis de s'assurer que tous les supports de recherche étaient adaptés au contexte, conformes aux normes et attentes éthiques locales, et pouvaient être collectés dans un environnement complexe post-coup d'État.

Les données ont été collectées sur un éventail de résultats liés à la confiance, aux croyances concernant les normes de résolution des conflits et aux attitudes politiques. La collecte de données qualitatives a consisté en des entretiens approfondis et semi-structurés, conçus pour obtenir des données riches et nuancées sur ces questions complexes. L'élément clé de cette approche était l'intégration des collectes de données quantitatives et qualitatives. Cela a permis aux entretiens qualitatifs d'approfondir les

réponses des individus à l'enquête quantitative et de leur demander comment et pourquoi ils avaient répondu ainsi.

Les résultats de l'analyse quantitative montrent que les personnes vivant dans la zone de diffusion au moment de l'émission et ayant entendu le message radio présentent des niveaux de confiance sociale et institutionnelle plus élevés que celles situées en dehors de cette zone. Cependant, aucun effet significatif n'a été constaté sur les attitudes politiques et les croyances concernant la légitimité de la violence. Ces résultats confirment que les messages diffusés ont des effets significatifs sur la confiance dans un contexte où celle-ci est très faible, mais que ces effets ne s'étendent pas aux convictions politiques des individus ni à leur perception des formes violentes de résolution des conflits. Il est important de noter qu'ils montrent également que ces réactions ne sont, pour l'essentiel, statistiquement significatives que pour la population qui vivait dans la zone de couverture des stations de radio au moment de ces émissions. Cela fournit des indices suggestifs de l'impact tant des messages diffusés que des émissions elles-mêmes.

Les entretiens qualitatifs révèlent une population dont l'existence quotidienne a été fondamentalement réorganisée autour de la menace de la violence. Les personnes interrogées décrivent la paix et la sécurité non pas comme des aspirations abstraites, mais en termes concrets et matériels : l'impossibilité de cultiver les champs, les déplacements forcés hors des villages et un état de vigilance chronique qui perturbe le repos quotidien et la vie sociale. Les données qualitatives mettent également en lumière la texture sociale de la confiance dans cet environnement : les liens familiaux et la communauté religieuse restent des ancrages de confiance, tandis que les dirigeants politiques sont systématiquement identifiés comme les acteurs les moins dignes de confiance. Ce paysage de confiance est directement pertinent pour comprendre comment les programmes radio peuvent influencer les attitudes. Les données qualitatives montrent clairement que le bien-être communautaire dans la région de Tillabéri n'est pas perçu comme un état stable à améliorer, mais comme une condition dont les prérequis les plus fondamentaux – sécurité physique, liberté de mouvement, accès aux champs – ont été supprimés. Les personnes interrogées décrivent systématiquement une vie meilleure en termes conditionnels et tournés vers l'avenir : une vie qui deviendra possible une fois la paix revenue. L'érosion de la confiance, en particulier envers les institutions et les acteurs extérieurs à la famille immédiate, est perçue non seulement comme une blessure morale, mais aussi comme un obstacle concret à l'action collective et à la reprise économique.

Dans la suite du présent document, à la section 2, nous abordons le contexte du projet au Niger. À la section 3, nous présentons le protocole de recherche ainsi que la sélection des personnes et des villages participant à l'étude. Nous décrivons la méthode de collecte des données et les outils utilisés. À la section 4, nous décrivons l'échantillon et nous les principaux résultats. À la section 5, nous abordons l'approche économétrique et les résultats de l'analyse. Enfin, à la section 6, nous proposons une discussion et des conclusions sur l'analyse.

2. Cadre général

2.1 Contexte

Le Niger se caractérise par des niveaux élevés d' de conflits et des lacunes importantes dans la capacité institutionnelle à résoudre ces conflits . Les données du Programme de données sur les conflits d'Uppsala (UCDP) font état d'environ 2 000 incidents violents mortels au Niger depuis 2015 (UCDP, 2022). Une série de menaces pèse à la fois sur le sud-est du pays, en raison de la violence transfrontalière perpétrée par Boko Haram, et à la frontière avec le Mali, en particulier dans la région de Tillabéri, en raison de l'extrémisme et des « entrepreneurs de la violence » (Bøås et al., 2020).² Parallèlement, le gouvernement du Niger, avec le soutien de partenaires nationaux et internationaux, continue de déployer des efforts pour renforcer la sécurité, la cohésion sociale, les mécanismes de prévention des conflits et la résilience des communautés dans les régions touchées. Un coup d'État a eu lieu au Niger mi-2023, mais il ne relève pas du champ d'application de la présente évaluation.

Les menaces de plus grande ampleur sont exacerbées par les difficultés climatiques, en particulier le stress hydrique et la rareté des ressources naturelles, ainsi que par les pressions démographiques liées aux taux de natalité élevés (Shekar et al., 2016)³ et aux niveaux élevés de pauvreté (Zafar, 2021).⁴ Ces pressions ont accru les tensions politiques et les conflits dans toute la région (Igrarapé Institute, 2015), avec des conflits intercommunautaires entre différents groupes, y compris les agriculteurs. Cette situation est encore aggravée par des lacunes dans l'administration de la justice dans la région et par un faible niveau de confiance, au sein des communautés, ainsi qu'entre les communautés et les autorités, y compris les acteurs de la sécurité et de la justice (Ursu, 2018).

La zone du projet couvre quatre communes du Niger (Goroual, Ayorou, Bankilare et Banibongou) et se situe près de la frontière entre le Mali et le Niger. Ces zones sont confrontées à une combinaison de défis, notamment : la présence de groupes armés, y compris des groupes extrémistes ; des conflits interethniques entre agriculteurs et éleveurs liés aux routes de transhumance ; la rareté des ressources naturelles et des zones de pâturage ; l'absence d'une approche sécuritaire fondée sur les droits humains de la part des agents de sécurité ; un manque de confiance envers ces agents de sécurité ; des services judiciaires inaccessibles en raison à la fois de l' , de l'éloignement de ces services et de la corruption ; et l'extrême pauvreté. De plus, les mécanismes de prévention et de gestion des conflits ne tiennent pas compte des femmes et des jeunes.

² Bøås, Morten, Abdoul Wakhab Cissé et Laouali Mahamane. « Expliquer la violence à Tillabéri : l'appropriation par les insurgés des griefs locaux ? ». *The International Spectator* 55.4 (2020) : 118-132.

³ Shekar, M., Yazbeck, A., Hasan, R., & Bakilana, A. (2016). Population et développement au Sahel.

⁴ Zafar, A. (2021). Les pièges de la pauvreté au Sahel. Dans *La zone du franc CFA* (pp. 55-60). Palgrave Macmillan,

Dans ce contexte, une approche axée uniquement sur la sécurité ne suffirait pas à instaurer une paix durable.

En conséquence, le projet financé par le PBF des Nations Unies s'est concentré sur la confiance et le renforcement des capacités, ainsi que sur l'inclusion d' s de femmes et de jeunes dans la prévention et la gestion des conflits. Il visait spécifiquement à améliorer les capacités des acteurs de la sécurité en matière de droits humains et d'égalité des genres. Compte tenu de la nature du contexte, une approche transfrontalière a été adoptée pour faire face au risque que le conflit et ses facteurs sous-jacents ne débordent de cette frontière et, en effet, tirent parti de la faiblesse institutionnelle de part et d'autre de celle-ci et qui en découle. La diffusion de messages en faveur de la paix, de la confiance et de la sensibilisation, comprenant des informations sur le mandat des acteurs de la sécurité, les droits de l'homme et des femmes ainsi que la résolution pacifique des conflits, devrait contribuer à renforcer davantage ces objectifs.

2.2 Programmation radiophonique

Les campagnes dans les médias de masse, en particulier à la radio, offrent l'avantage d'atteindre un large public à moindre coût tout en surmontant les obstacles liés à l'analphabétisme, grâce à la diffusion de messages dans les langues locales par des voix de confiance. Le projet s'est appuyé sur les solides réseaux de radios communautaires au Niger et au Mali, reconnaissant que la radio est l'une des sources d'information les plus importantes , en particulier pour les communautés marginalisées et isolées présentant de faibles taux d'alphabétisation. On estime que les stations de radio soutenues touchent environ 300 000 personnes dans les deux pays.

En 2019/2020, quatre stations de radio communautaires au Niger ont été sélectionnées pour participer au projet « Diffusion radiophonique pour la gestion communautaire des conflits ». Ces quatre stations ont été choisies pour leur accessibilité, leurs consultations transfrontalières et intercommunautaires existantes, ainsi que leur capacité à communiquer en français avec les coordinateurs et animateurs radio afin d'expliquer les objectifs et les besoins du programme. Différentes autorités locales ont été invitées à enregistrer une émission de radio sur les options de prévention des conflits, les moyens de solliciter le soutien des autorités locales et le rôle des femmes dans la résolution et la gestion des conflits.

La nature des émissions variait selon le diffuseur et la diffusion, mais comprenait globalement : des pièces radiophoniques axées sur des situations hypothétiques et des personnages fictifs ; des entretiens avec des responsables politiques locaux et nationaux ainsi qu'avec des représentants d'autres institutions ; et des émissions d'information de type journal télévisé. Ces programmes radiophoniques s'inscrivent pleinement dans la théorie du changement du projet , conçue pour renforcer la confiance, tant verticale qu'horizontale, dans les zones couvertes par les diffusions. L'intensité globale de la programmation impliquait qu'elle était diffusée plusieurs

heures par jour pendant plusieurs mois, généralement en fin d'après-midi et en début de soirée, lorsque les gens étaient moins susceptibles d'être au travail.

Figure 2 : Exemple de structure et de contenu d'une émission de radio

L'un des épisodes était une émission de 30 minutes sous forme de table ronde qui abordait le thème de la cohésion sociale entre les communautés, en mettant particulièrement l'accent sur les blagues et l'humour comme moyen de promouvoir une paix durable. Les discussions ont eu lieu avec des jeunes leaders, un chef religieux et un coordinateur culturel. L'objectif de l'émission était de renforcer et d'instaurer la confiance entre les individus, les communautés et les institutions. Un autre épisode était une émission de 17 minutes qui abordait les causes et les solutions à l'extrémisme violent avec deux enseignants à la retraite et un acteur de la société civile.

3. Conception de la recherche

Dans cette étude, nous examinons les effets à moyen terme du programme « Émissions radiophoniques pour la gestion communautaire des conflits » sur une série de résultats quatre ans après sa mise en œuvre. Cette section présente le plan d'évaluation et les instruments utilisés pour les analyses quantitatives et qualitatives.

3.1. Conception

Nous examinons l'impact du programme de diffusion radiophonique sur trois résultats principaux : la confiance entre les individus et les institutions, les attitudes envers la violence et les attitudes politiques.

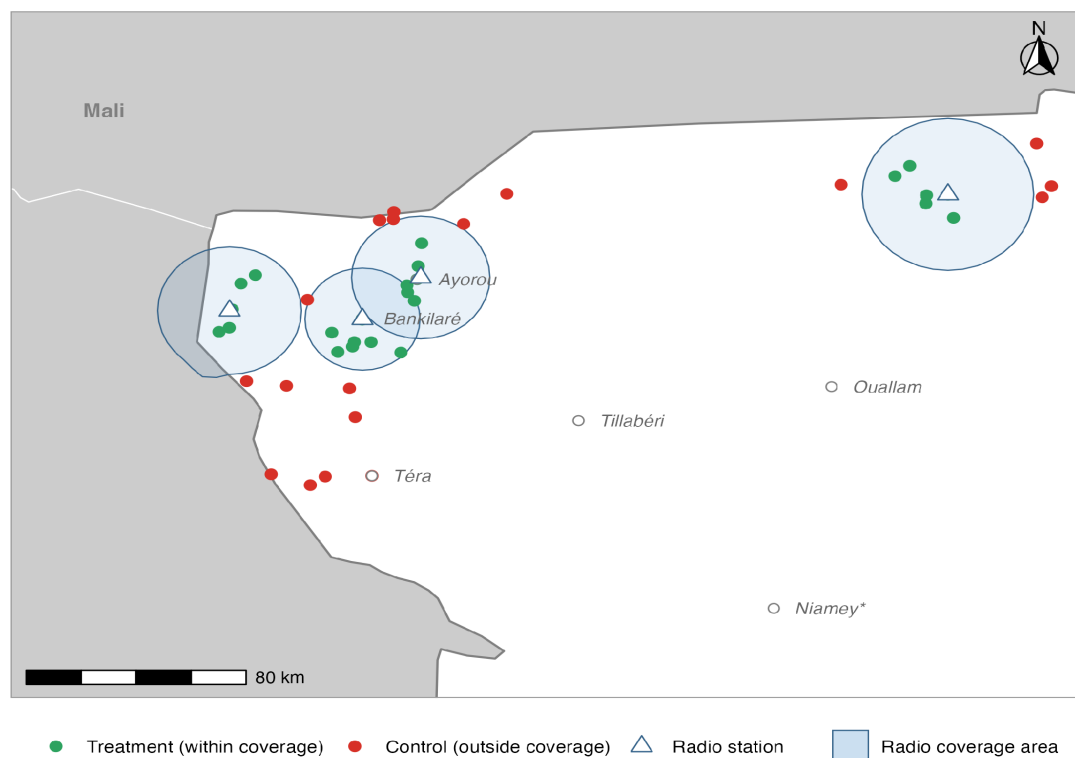


Figure 2: Exposition au programme et emplacement des villages. Sur cette carte, chaque point représente un village. Les zones ombrées indiquent la portée estimée de

chaque station de radio, soit environ 35 km. Les triangles représentent l'emplacement de la station de radio. L'exposition des individus au programme fait référence à leur localisation au moment de la mise en œuvre du programme. Les points verts correspondent aux villages dont les habitants se trouvaient, en 2019-2020, dans la zone de diffusion estimée et sont classés dans le groupe de traitement. Les points rouges désignent les villages situés à plus de 35 km de la station de radio.

En juin 2024, nous avons mené une enquête quantitative auprès de 779 personnes et des entretiens semi-structurés avec 42 personnes issues de 5 communautés (Goroual, Ayorou, Bankilaré, Banibangou et Terá) et de 11 villages (voir la figure A1 en annexe). Ces communautés ont été sélectionnées sur la base d'un petit ensemble de critères correspondant aux besoins de la recherche. Premièrement, il s'agissait de communautés situées dans la zone de diffusion de l'une des quatre stations de radio. Deuxièmement, elles accueillait suffisamment de personnes déplacées provenant de l'extérieur de la zone de diffusion pour nous permettre d'atteindre un nombre suffisant de personnes qui n'avaient pas été exposées aux émissions d'origine. Troisièmement, le choix des sites était subordonné à la sécurité des participants et des enquêteurs, compte tenu des niveaux élevés de violence et des tensions politiques persistantes dans la région. Ce choix s'est appuyé sur la connaissance contextuelle et locale approfondie de LASDEL. Au sein de ces sites, les personnes ont été sélectionnées pour l'enquête quantitative à l'aide d'une technique d'échantillonnage par marche aléatoire, en fonction du nombre total de participants sur chaque site. Une approche d'échantillonnage par marche aléatoire commence à un point spécifique (ou à plusieurs points de départ), puis décide de manière aléatoire de la direction à prendre à partir de là à chaque nœud suivant. Une convention (par exemple, s'arrêter à chaque^{10e}propriété rencontrée) est ensuite utilisée pour sélectionner l'échantillon. Cette méthode est conçue pour garantir des échantillons représentatifs et aléatoires dans des contextes où d'autres approches, telles que celles qui s'appuient sur les registres de quartier, ne sont pas disponibles.

Au moment de la collecte des données, en juin 2024, 87 % des personnes interrogées avaient quitté leur village d'origine, principalement en raison des violences qui y régnaient, ce qui signifie que le village où elles ont été interrogées diffère souvent de celui où elles vivaient pendant la période de diffusion. Nous tirons parti de ces déplacements massifs liés au conflit pour reconstituer l'exposition antérieure au programme à partir de l'historique migratoire des personnes interrogées. Les villages retenus pour la collecte de données ont été sélectionnés en fonction de leur proximité avec les quatre stations de radio (voir le tableau 1 de l'annexe pour la liste des villages où se trouvaient les participants au moment de la diffusion de Peace Radio). Pour déterminer où chaque personne interrogée vivait pendant les diffusions initiales (2019-2020), nous utilisons l'historique de migration qu'elle a déclaré – plus précisément, la date de sa migration et son lieu de résidence antérieur. Les répondants qui ont

déménagé après 2020 sont rattachés à leur village d'origine, puisqu'ils y vivaient encore au moment des diffusions et que ce lieu est donc pertinent pour déterminer l'exposition antérieure. Tous les autres – ceux qui avaient déménagé avant 2019 ou qui n'avaient pas déménagé du tout – sont rattachés à leur village actuel, où la collecte de données a eu lieu. Nous mettons en correspondance ce lieu avec la portée géographique estimée de la station concernée, fournie par le Radio Data Center (UKW/TV-Arbeitskreis 2022). La figure 2 illustre la classification des villages en zones de traitement et de contrôle qui en résulte.

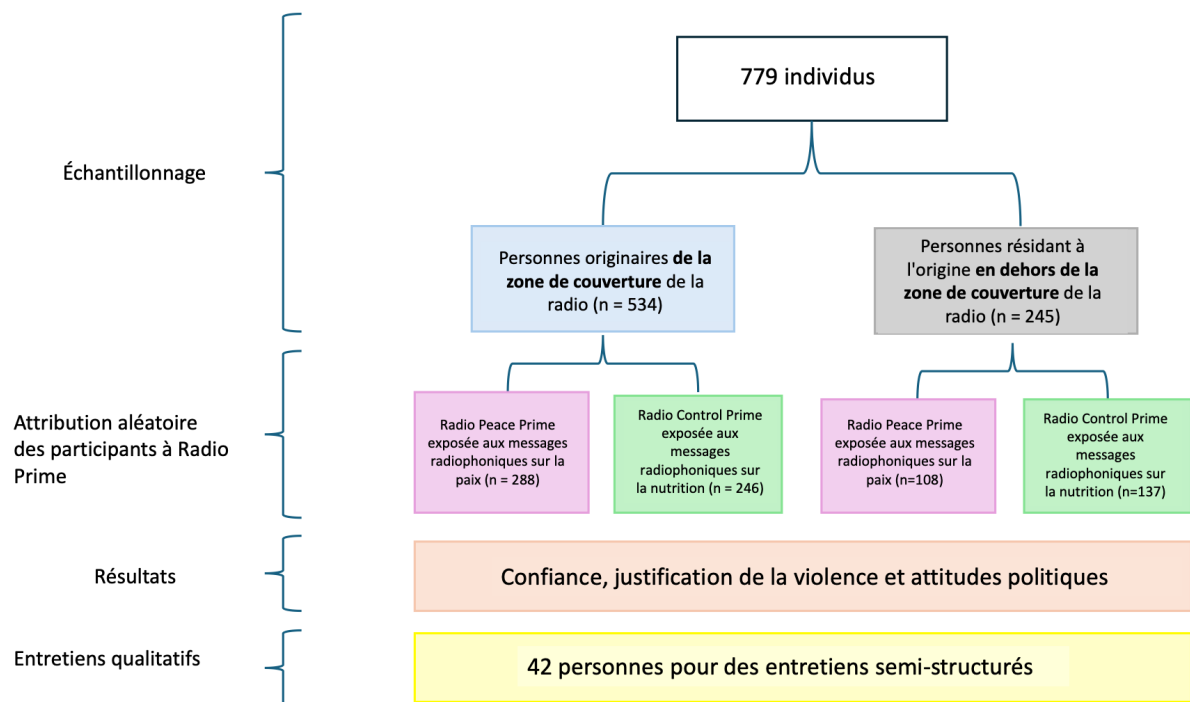


Figure 3. Plan de l'étude.

L'enquête comprenait une expérience de priming intégrée qui assignait aléatoirement aux participants l'écoute soit d'un extrait de l'émission radio originale en faveur de la paix (**Radio Peace Prime**), soit d'un message placebo sur la nutrition (**Radio control Prime**). L'enregistrement audio de priming en faveur de la paix a été élaboré à partir des enregistrements originaux de l'émission et réenregistré sous forme de monologue par l'animateur de l'une des émissions. Le priming est conçu pour nous permettre de comprendre les réactions immédiates au message des émissions, tout en évaluant le rôle induit par l'exposition passée aux émissions réelles, en comparant ces réactions entre deux groupes : ceux qui vivaient auparavant dans la zone de diffusion (probablement exposés) et ceux qui vivaient en dehors de celle-ci (peu susceptibles d'avoir été exposés). En recoupant ces résultats avec l'historique géographique des répondants (à l'intérieur ou à l'extérieur de la zone de diffusion), l'étude détermine si les individus « probablement exposés » traitent les nouvelles informations relatives à la

paix différemment de ceux qui n'y avaient pas été exposés auparavant. L'amorçage lui-même nous permet de comprendre, de manière plus générale, comment les individus réagissent aux messages diffusés.

Pour les entretiens qualitatifs, les répondants ont été sélectionnés parmi les participants à l'enquête quantitative. Les participants ont été choisis au hasard pour une participation potentielle aux entretiens qualitatifs, et leur consentement éclairé a été obtenu. Cette approche adapte l'échantillonnage par commodité afin de garantir la qualité des réponses et de minimiser les refus. Un résumé de la conception de l'étude est présenté à la figure 3.

4. Collecte des données

Cette évaluation repose sur une approche mixte combinant des enquêtes quantitatives et des entretiens qualitatifs. Afin de garantir la qualité des données et la sécurité des chercheurs, nous avons établi un partenariat avec LASDEL⁵, une organisation locale qui possède une vaste expérience dans la conduite de travaux de terrain dans les environnements à haut risque de la région et qui entretient des relations de longue date avec les communautés locales.

L'élaboration et la conception finale des outils de collecte de données se sont appuyées sur une étude qualitative préliminaire menée par l'équipe de recherche en décembre 2022⁶. Par exemple, l'étude qualitative initiale a mis en évidence des nuances dans les conceptualisations locales des notions de « confiance » et de « conflit ». Ces observations ont directement influencé la conception de l'enquête, qui a intégré des mesures de la confiance verticale et horizontale, et s'est étendue à l'amorce audio – spécialement conçue pour atténuer les risques d'écoute passive et favoriser l'engagement actif des participants. LASDEL a apporté un soutien supplémentaire pour la conception, la formulation et les codes de réponse de l'enquête afin de l'ancrer dans les normes et les attentes locales acceptables.

L'enquête a été codée sur des tablettes à l'aide du logiciel SurveyCTO et a fait l'objet d'un test pilote. Les enquêteurs maîtrisaient les langues locales pertinentes (notamment le zarma, le peul et le tamasheq) et ont suivi une formation complète sur

⁵ Laboratoire d'Études et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL). Pour plus d'informations, voir <https://www.lasdel.net>

⁶ La collecte de données s'est déroulée à Ayorou, et la méthode d'échantillonnage a d'abord consisté à identifier les personnes venues au marché depuis les zones environnantes. Cette approche a été choisie car Ayorou est relativement sûre et accessible, ce qui garantissait l'absence de risque tant pour les enquêteurs que pour les personnes interrogées. Son rôle de bourg-marché impliquait que des personnes issues des communautés voisines s'y rendaient pour accéder au marché, ce qui garantissait des réponses provenant d'un éventail beaucoup plus large de villages, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des zones de diffusion. Stratifiés par âge, sexe, lieu de résidence, origine ethnique et profession afin d'assurer un équilibre, 39 individus ont été sélectionnés au hasard pour une collecte supplémentaire de données qualitatives.

les objectifs de l'étude, les outils d'enquête et les procédures éthiques. Le consentement éclairé de chaque participant a été recueilli au début de l'enquête. La répartition des personnes dans les zones de diffusion du message audio et de diffusion est présentée dans la figure A1 de l'annexe.

Données de l'enquête : L'évaluation quantitative repose sur une enquête menée auprès de 779 personnes vivant à l'extérieur ou à l'intérieur des zones de couverture radio au moment de la mise en œuvre du programme. Plus précisément, l'⁷ du questionnaire a permis de recueillir des informations permettant d'élaborer des mesures concernant :

1. Facteurs démographiques: tels que l'âge, le sexe, la langue, la situation professionnelle, le niveau d'éducation et la situation matrimoniale.
2. Moyens de subsistance et bien-être économique : revenu mensuel, patrimoine, précarité économique.
3. Bien-être personnel: attentes économiques et satisfaction dans la vie.
4. Satisfaction à l'égard de la vie, personnalité et préférences en matière de risque.
5. Confiance envers les dirigeants et les institutions: confiance envers les dirigeants communautaires et les institutions à différents niveaux.
6. Comportement prosocial: attitudes à l'égard de la justification de la violence, confiance sociale.
7. Expérience du conflit: exposition personnelle et familiale à des préjudices physiques et matériels au cours des six derniers mois.
8. Attitudes politiques et engagement social: attitudes envers les élections et la démocratie, participation à des groupes communautaires.
9. Antécédents migratoires: origine et raison de la migration.

Priming par message: l'enquête comprenait un message d'information intégré au questionnaire, visant à évaluer le rôle joué par un message provenant d'une véritable émission de radio pour la paix dans le façonnement des attitudes individuelles envers la confiance, la violence et les opinions politiques. Cette approche comportait deux étapes. Tout d'abord, nous avons réparti les répondants de manière aléatoire dans l'un des deux groupes. Chaque groupe a reçu des informations différentes via un enregistrement audio intégré à l'enquête. Les enregistrements ont été réalisés en trois langues locales : le tamasheq, le peul et le zarma. Les enquêteurs ont diffusé l'enregistrement audio à chaque participant individuellement, dans la langue de son choix, à l'aide de tablettes utilisées pour la collecte de données. Chaque message durait environ 3 minutes.⁸ Les participants ont été répartis de manière aléatoire dans l'un des groupes suivants :

⁷ Le questionnaire figure en annexe.

⁸ Le script complet de chaque message figure en annexe.

- **Condition « Peace Radio » (n = 396) :** les participants du groupe « Peace Radio » ont été exposés à un message sur la paix adapté du programme original, qui visait principalement à expliquer le concept de paix. Dans cet enregistrement audio, un journaliste souligne l'importance vitale de la consolidation de la paix au Niger. La paix est présentée comme ayant plus de valeur que la richesse matérielle, car elle est le fondement de la stabilité et du développement dans la vie quotidienne. Sans paix, même les besoins fondamentaux tels que se nourrir peuvent être difficiles à satisfaire. Le message appelle à une réflexion et à une action collectives pour parvenir à la paix par la justice sociale, le dialogue et le respect mutuel entre les différents groupes ethniques, les civils, l' e et les acteurs du secteur de la sécurité . Un thème clé est la confiance : la paix dépend du fait que les gens se réunissent , partagent des repas et parlent ouvertement. « On ne peut pas faire confiance à quelqu'un avec qui on ne s'est jamais assis. » Le message suggérait que l'instauration de la confiance nécessite une interaction honnête et sincère entre voisins et entre les différents groupes. Le message exhorte les communautés à résoudre les conflits, tels que ceux entre agriculteurs et éleveurs, en se tournant vers les autorités traditionnelles et officielles pour obtenir de l'aide, plutôt que de prendre les choses en main.
- **Radio Control Prime (n=383) :** Les participants du groupe témoin ont reçu un message sur la nutrition structuré de manière similaire. Ce message met en avant les graves défis nutritionnels auxquels le Niger est confronté, en particulier parmi les groupes vulnérables tels que les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes ou allaitantes. Ces défis comprennent des taux élevés de malnutrition, de retard de croissance et de carences en micronutriments. Il explique comment l'accès limité à une alimentation nutritive, des soins de santé inadéquats et des crises alimentaires récurrentes exacerbent ces problèmes. Le message aborde également des pratiques culturelles telles que l'arrêt précoce de l'allaitement maternel et les connaissances limitées en matière d'alimentation complémentaire. Il appelle à l'éducation communautaire et à la collaboration avec les dirigeants locaux pour améliorer la nutrition. L'importance de l'agriculture pour garantir la disponibilité et la diversité alimentaires est soulignée, tout comme la promotion de cultures riches en nutriments et d'un élevage durable. Le message conclut en appelant à une action collective et à l'autonomisation des communautés par le savoir, afin de bâtir un Niger plus sain et plus résilient grâce à des efforts agricoles durables

L'objectif principal est de comprendre si et comment les messages en faveur de la paix peuvent influencer les croyances et les attitudes. Cela suppose que des résultats tels que la confiance, les normes de résolution des conflits et les attitudes politiques ne devraient pas changer en réponse à des informations sans rapport avec ces domaines,

telles que les informations nutritionnelles. En revanche, des messages appropriés en faveur de la paix devraient avoir des impacts précisément sur ces résultats. En conséquence, l'observation des variations relatives de ces résultats dans le contexte des messages radiophoniques en faveur de la paix, tirés d'émissions réelles soutenues par le projet PBF faisant l'objet de l'évaluation, peut être utilisée pour estimer l'impact de cette intervention.

Enquête qualitative : L'évaluation qualitative repose sur 42 entretiens approfondis semi-structurés menés auprès de personnes issues de l'échantillon de l'enquête quantitative dans les cinq communautés étudiées de la région d' -Tillabéri. L'instrument a été conçu pour générer une profondeur narrative sur les dimensions comportementales spécifiques mesurées dans l'enquête, en utilisant les réponses antérieures de chaque répondant comme points de départ pour l'approfondissement. Plus précisément, les entretiens ont permis de recueillir des données contextuelles sur:

1. **Personnalité:** perception de soi en termes d'orientations conservatrices, traditionnelles, progressistes et modernes.
2. **La confiance:** les raisons de faire confiance ou de se méfier de personnes et d'institutions spécifiques, illustrées par des récits personnels.
3. **Expérience de la violence et attitudes à son égard:** sources de danger perçues, sentiment de sécurité et justifications du recours à la violence.
4. **Les attitudes politiques:** les formes de gouvernance préférées et les opinions sur le rôle des femmes et des jeunes dans la vie publique.
5. **Engagement social:** obstacles et motivations à la participation à des groupes et associations communautaires.
6. **Réception des émissions de radio:** pertinence perçue et adhésion au message diffusé.
7. **Situation économique et optimisme:** évaluations personnelles des conditions actuelles et des attentes pour l'avenir.

Les participants ont été sélectionnés parmi les répondants à l'enquête quantitative, qui avaient été choisis par échantillonnage aléatoire et avaient ensuite accepté de participer à un entretien qualitatif de suivi – la principale contrainte de recrutement étant la volonté de participer, compte tenu des conditions de sécurité qui prévalaient dans la zone d'étude. Les entretiens ont été menés par des chercheurs qualitatifs et des assistants de recherche affiliés au LASDEL, parlant couramment le zarma, le tamasheq et le peul, et ont été enregistrés avec le consentement des participants. Les données ont été analysées dans MAXQDA à l'aide d'un codage par modèles, le guide d'entretien servant de base à une structure thématique initiale au sein de laquelle un codage in

vivo a été appliqué pour saisir les tendances émergentes et les récits illustratifs au niveau des participants. Un consentement éclairé a été obtenu séparément au début de chaque entretien.

5. Données

5.1 Échantillon

L'échantillon comprenait 779 personnes interrogées, qui vivaient dans 11 villages de la région de Tillabéry au Niger au moment de l'enquête. Le tableau 1 présente des statistiques récapitulatives sur les principales caractéristiques démographiques et socio-économiques, ainsi que sur les caractéristiques migratoires des personnes interrogées. Les répondants avaient en moyenne 44,55 ans, 48 % étaient des femmes et 85 % ont déclaré être mariés. La majorité de l'échantillon parle le zarma ou le tamasheq, respectivement 56 % et 35 % de l'échantillon. 58 % des personnes interrogées ont déclaré être le chef de famille et 86 % d'entre elles ont déclaré avoir au moins 5 personnes à charge. Le niveau d'éducation était faible, 80 % des personnes interrogées déclarant n'avoir suivi aucune scolarité formelle. En termes de vulnérabilité économique, 17 % ont déclaré ne disposer d'aucun revenu, et l'agriculture de subsistance était le moyen de subsistance le plus courant (40 %). Cependant, seul un tiers (33 %) a déclaré avoir accès à des terres agricoles. La plupart des personnes interrogées (87 %) avaient quitté un autre village pour s'installer à leur lieu de résidence actuel. Parmi les personnes déplacées, 99 % ont cité la violence dans leur lieu d'origine comme principale motivation, soulignant l'insécurité aiguë qui caractérise le contexte de l'étude. Parmi les personnes déplacées, 74 % ont migré en 2021 ou après, une fois le programme de l'ONU achevé. La participation communautaire était relativement élevée : 54 % des personnes interrogées participaient à des comités villageois ; 57 % à des groupes religieux ; 33 % à des groupes politiques ; 41 % à des groupes culturels et 56 % à des ONG ou des organisations de la société civile. L'écoute de la radio était très répandue : alors que 27 % des personnes interrogées possédaient une radio à domicile, 62 % s'informaient régulièrement par la radio.

Tableau 1: Statistiques descriptives

	Moyenne	Écart-type	min	Max	N
A. Caractéristiques démographiques					
Âge (en années)	44,55	14,19	16,00	86,00	779
Est une femme	0,48	0,50	0,00	1,00	779
Est marié	0,85	0,35	0,00	1,00	779
Sa langue maternelle est le zarma/songhoy	0,56	0,50	0,00	1,00	779
La langue maternelle est le tamasheq	0,35	0,48	0,00	1,00	779
Est chef de famille	0,58	0,49	0,00	1,00	779

Cinq personnes à charge ou plus dans le foyer	0,86	0,34	0,00	1,00	779
B. Statut socio-économique					
Sans instruction	0,80	0,40	0,00	1,00	779
Aucune source de revenus	0,17	0,38	0,00	1,00	779
La principale source de revenus provient des activités d'agriculture de subsistance	0,40	0,49	0,00	1,00	779
Accès à des terres à des fins agricoles	0,33	0,47	0,00	1,00	779
C. Historique des migrations					
A émigré d'un autre village	0,87	0,33	0,00	1,00	779
La principale raison de la migration était la violence dans le lieu d'origine	0,99	0,10	0,00	1,00	682
Le répondant a déménagé en 2021 ou après	0,74	0,44	0,00	1,00	683
D. Participation sociale					
Participe au comité du village	0,54	0,50	0,00	1,00	779
Participe à un groupe religieux	0,57	0,50	0,00	1,00	779
Membre d'un groupe politique	0,33	0,47	0,00	1,00	779
Participe à un groupe culturel	0,41	0,49	0,00	1,00	779
Participe à des ONG ou à des organisations de la société civile	0,56	0,50	0,00	1,00	779
E. Engagement radiophonique					
Le répondant possède une radio	0,27	0,45	0,00	1,00	779
S'informe à la radio	0,62	0,49	0,00	1,00	779

Remarque: ce tableau présente des statistiques récapitulatives pour les répondants individuels à l'enquête. Les tableaux A et B présentent les caractéristiques démographiques et socio-économiques des répondants, tandis que le tableau C rend compte de leurs expériences migratoires. Toutes les variables autres que l'âge sont binaires et égales à 1 si la condition est remplie.

6. Principaux résultats

Nous nous intéressons à trois résultats principaux. Nous nous appuyons sur une série d'indicateurs d'attitude mesurés à l'aide d'échelles à 4 points pour évaluer la confiance, la tolérance à la violence et les attitudes politiques. Nous avons utilisé l'analyse en composantes principales (ACP) pour construire des indices synthétiques de la confiance sociale, de la confiance institutionnelle, de la tolérance à la violence et du soutien à la démocratie.

Confiance: Les indicateurs de confiance sociale et institutionnelle sont mesurés à l'aide d'une échelle de Likert à quatre points (1-4), où 1 signifie « méfiance totale » et 4 « confiance totale ». Comme le montre le tableau 2, les niveaux de confiance sociale sont relativement élevés au sein des cercles sociaux immédiats et diminuent à mesure que l'on s'éloigne. Les membres de la famille bénéficient du niveau de confiance le plus élevé (moyenne = 3,62), suivis des amis (moyenne = 2,95). À l'inverse, les niveaux de confiance moyens envers les membres de la communauté (2,58) et le pays dans son ensemble (2,10) sont plus faibles. En ce qui concerne la confiance envers les institutions, les chefs religieux sont perçus favorablement (moyenne = 3,14), mais la confiance envers les dirigeants politiques est nettement plus faible (moyenne = 2,10). La confiance envers les organisations non gouvernementales (2,65) et le gouvernement (2,63) se situe à mi-chemin . La valeur moyenne de l'indice PCA de confiance sociale est de 2,53, tandis que celle de l'indice PCA de confiance institutionnelle est de 2,63 ; les deux sont sur la même échelle de 4 points.

Les entretiens qualitatifs éclairent ces chiffres. Les membres de la famille sont systématiquement identifiés comme la principale source de confiance. Cela s'explique par la vie commune, le soutien mutuel, la connaissance du caractère de chacun et la conviction que la famille défendra et protégera toujours ses membres. L'absence de trahison au sein de la cellule familiale est un facteur clé. Dans le même temps, des inquiétudes sont exprimées quant aux croyances et aux comportements des membres de la famille, en particulier en ce qui concerne les groupes armés. Les chefs religieux jouissent également d'une grande confiance pour leurs conseils moraux, leur connaissance des textes religieux et leur rôle dans la promotion de la paix et l'apport de réconfort dans les moments difficiles. Cependant, certains font preuve de prudence, soulignant que tous les chefs religieux ne sont pas également dignes de confiance, certains privilégiant leur intérêt personnel ou semant la division. La confiance envers les amis est plus nuancée ; si certains amis inspirent une profonde confiance, d'autres n'en bénéficient pas, selon la profondeur de la relation et l'honnêteté perçue. Les membres de la communauté inspirent confiance lorsqu'ils font preuve de respect, respectent leurs engagements et agissent dans l'unité, bien que la méfiance puisse naître à l'égard d'individus inconnus ou soupçonnés de complicité avec des bandits.

Tableau 2 : Mesures de la confiance

	Moyenne	Écart - type	min	max	N
A. Confiance sociale					
Confiance envers les membres de la famille	3,62	0,79	1,00	4,00	779

Confiance envers les amis	2,95	1,06	1,00	4,00	779
Confiance envers les membres de sa communauté	2,58	1,05	1,00	4,00	779
Confiance envers les membres de son service	2,22	0,99	1,00	4,00	779
Confiance dans les habitants de son pays	2,11	0,98	1,00	4,00	779
Indice de confiance sociale (ACP) - 5 items	2,53	0,78	1,00	4,00	779
<i>B. Confiance dans les institutions</i>					
Confiance envers les chefs religieux	3,14	1,01	1,00	4,00	779
Confiance dans les dirigeants politiques	2,10	1,10	1,00	4,00	779
Confiance dans le gouvernement	2,63	1,07	1,00	4,00	779
Confiance dans les organisations non gouvernementales	2,65	1,14	1,00	4,00	779
Indice de confiance institutionnelle (ACP)	2,65	0,78	1,00	4,00	779

Tolérance à la violence: T Pour mesurer la tolérance à la violence, nous utilisons une variable catégorielle allant de 1 à 4, où 1 indique que l'individu estime que le recours à la violence est totalement injustifié, et 4 qu'il estime que le recours à la violence est totalement justifié. Nous utilisons des vignettes pour évaluer le niveau de justification de l'usage de la violence chez les répondants et présentons deux situations. L'une dans laquelle la violence est utilisée ostensiblement à des fins personnelles, et l'autre dans laquelle la violence est utilisée en légitime défense dans une situation potentiellement menaçante. Les participants sont invités à indiquer dans quelle mesure la réaction du personnage était justifiée. Les deux vignettes sont présentées à tous les participants, dans un ordre aléatoire. De plus, on interroge les répondants sur leurs convictions concernant ce que les autres membres de leur communauté pensent de ces mêmes situations. Cette approche vise à déterminer dans quelle mesure les individus acceptent ou approuvent les actes violents et à utiliser ces résultats comme indicateur de la stabilité générale d'un lieu donné.

Comme le montre le tableau 3, en moyenne, les répondants désapprouvaient la violence motivée par des raisons de légitime défense (moyenne = 1,58) ou par un intérêt personnel (moyenne = 1,55). Les perceptions de la communauté reflétaient les réponses individuelles, avec des scores moyens de 1,65 et 1,60, respectivement, pour la violence motivée par des raisons de légitime défense et par un intérêt personnel. Cela suggère une norme sociale plus large d'intolérance envers ce type de violence. L'indice PCA de tolérance à la violence, avec une moyenne de 1,60, indique une acceptation généralement faible des comportements violents.

Tableau 3: Tolérance à la violence

	Moyenne	Écart -type	min	max	N
Opinion personnelle: la violence pour se défendre	1,58	0,96	1,00	4,00	779
Opinion perçue de la communauté: la violence pour se défendre	1,65	0,99	1,00	4,00	779
Opinion personnelle : la violence à des fins personnelles	1,55	0,86	1,00	4,00	779
Opinion perçue de la communauté : violence à des fins personnelles	1,60	0,95	1,00	4,00	779
Indice de tolérance à la violence (PCA)	1,60	0,68	1,00	4,00	779

Attitudes politiques: Les attitudes politiques ont été mesurées à l'aide de quatre affirmations évaluant le soutien à diverses formes de gouvernement, notamment le régime à parti unique, le régime présidentiel sans contrôle parlementaire ni élections, le régime militaire et la démocratie multipartite . Cette approche visait à tenir compte du contexte politique précis faisant l'objet de l'évaluation, qui s'inscrivait peu après un coup d'État militaire réussi au Niger. Bien que cette série de questions ait dépassé les objectifs principaux des émissions évaluées, elle nous a permis d'évaluer si les émissions et les réactions qu'elles suscitaient étaient corrélées à des résultats plus larges en matière d'attitudes ou de perceptions. Les réponses ont été enregistrées sur une échelle à 4 points allant de 1 (« tout à fait en désaccord ») à 4 (« tout à fait d'accord »). Le tableau 4 présente des statistiques récapitulatives sur les attitudes politiques. Les répondants ont manifesté un faible soutien à la plupart des systèmes autoritaires, y compris le régime à parti unique (moyenne = 1,82) et le régime présidentiel sans parlement ni élections (moyenne = 1,86). Le soutien au régime militaire était toutefois nettement plus élevé (moyenne = 3,25), ce qui reflète potentiellement le contexte politique à la suite du coup d'État de 2023. Le soutien à la démocratie multipartite était modéré (moyenne = 2,22). L'indice global de soutien à la démocratie, basé sur une analyse en composantes principales, s'élevait en moyenne à 2,59.

Ces chiffres concordent avec les conclusions des entretiens qualitatifs. Lors de ces entretiens, un certain nombre de personnes interrogées ont exprimé une préférence pour le **régime militaire**, invoquant souvent l'idée que l'armée était la mieux placée pour assurer l' de la sécurité, rétablir l'ordre et agir de manière décisive face aux menaces. Beaucoup considéraient les dirigeants militaires comme moins enclins aux manœuvres politiques et à la corruption, leur discipline favorisant l'unité nationale ; certains ont même évoqué des exemples historiques de leadership militaire fort ou le récent coup d'État qui a amélioré la sécurité dans certaines régions. Cependant, ces préférences en

matière de systèmes de gouvernance semblent fortement influencées par l'insécurité ambiante et le désir de stabilité.

Tableau 4: Attitudes politiques

	Moyenne	Écart - type	min	max	N
Soutien au régime à parti unique	1,82	1,14	1,00	4,00	779
Soutien au régime militaire	3,25	1,01	1,00	4,00	779
Soutien à un régime présidentiel sans élections ni parlement	1,86	1,08	1,00	4,00	779
Soutien à la démocratie multipartite	2,22	1,20	1,00	4,00	779
Indice de soutien à la démocratie (ACP)	2,58	0,71	1,00	4,00	779

7. Résultats

Cette section présente la stratégie d'estimation et les principaux résultats de l'analyse.

7.1 Stratégie d'estimation

Pour estimer l'effet du programme radio, nous estimons l'équation suivante séparément pour les individus situés à l'intérieur de la zone de diffusion et pour ceux situés à l'extérieur de cette zone:

$$Y_i = \alpha + \beta_1 \text{RadioPrime}_i + \delta_i + \epsilon_i$$

Où Y_i correspond à l'un des résultats d'intérêt pour chaque individu i . *RadioPrime* est une variable binaire égale à 1 si le participant a été assigné de manière aléatoire à écouter le message d'intervention et à 0 s'il a été assigné au message placebo. Toutes les estimations incluent des erreurs-types robustes. Les principaux résultats d'intérêt concernent les mesures de la confiance sociale et institutionnelle des individus, de la tolérance à la violence, ainsi que des attitudes et perceptions politiques concernant la pertinence, l'efficacité et l'accessibilité de la résolution des conflits décrite dans la section précédente. Des effets fixes liés à l'enquêteur, δ_i , sont inclus afin d'évaluer l'impact potentiel du style d'entretien individuel. Nous n'incluons aucune autre covariable en raison d'un échantillon déséquilibré, car des tests de randomisation ont été effectués et ne révèlent pas de déséquilibres significatifs par traitement selon les mesures clés (voir le tableau A2 en annexe).

Cette approche vise à comparer l'impact de l'écoute de la radio pour la paix chez les personnes vivant dans la zone de diffusion avec celui des personnes vivant juste en dehors de cette zone. Bien que cette approche soit analogue aux groupes de traitement

et de contrôle standards dans la littérature, nous notons qu'en raison d'un déplacement significatif de la population dans les zones étudiées, en particulier après les émissions de radio, il existe un risque de diffusion d'informations entre les individus de notre échantillon. En conséquence, nous modifions la terminologie utilisée pour ces groupes afin de distinguer ceux qui ont été exposés aux émissions originales de la radio pour la paix (ceux qui vivaient dans les communautés couvertes par la diffusion pendant la période de diffusion) de ceux qui ne l'ont pas été (ceux qui vivaient en dehors de ces communautés pendant la période de diffusion). Le tableau A3 en annexe montre que les personnes qui vivaient dans la zone de diffusion pendant les émissions diffèrent sur certains points essentiels de celles qui vivaient en dehors de cette zone. Plus précisément, elles ont tendance à être plus jeunes et plus pauvres, mais ont un meilleur accès aux terres agricoles (voir le tableau A3 en annexe).

7.2 Effets du traitement

Cette section présente les résultats concernant les principaux résultats des répondants. L'analyse compare les réponses des personnes exposées au message principal sur la consolidation de la paix avec celles des personnes ayant reçu un message placebo sur la nutrition, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone de diffusion radio.

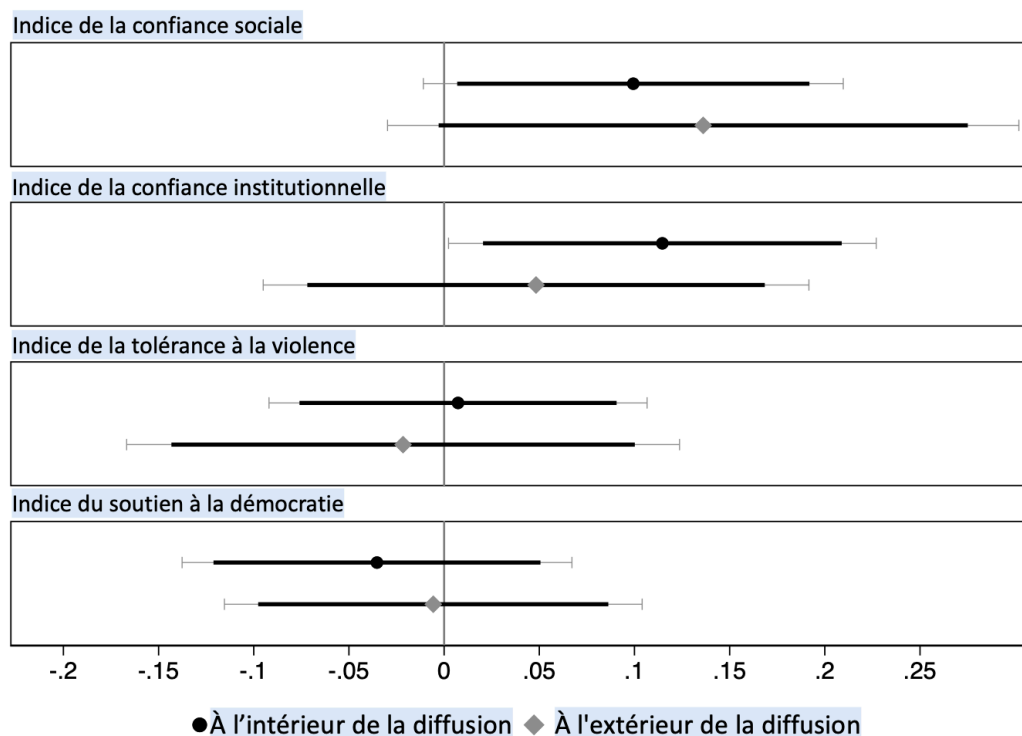


Figure 4. Impacts de la radio pour la paix sur les principaux résultats, selon la localisation du village au moment de l'intervention. Coefficients des effets du traitement sur la confiance sociale et institutionnelle, la tolérance à la violence et le soutien à la démocratie.

7.2.1 Confiance

Comme le montre la figure 4, les personnes interrogées ayant écouté le message audio sur la confiance sociale ont fait état d'un niveau de confiance sociale et d'une confiance dans les institutions plus élevés que celles ayant écouté le message audio sur la nutrition. D'une manière générale, cela montre que les individus sont réceptifs au type de message diffusé et laisse entrevoir l'efficacité plus large de l'intervention. L'effet est statistiquement significatif pour les personnes qui vivaient dans la zone de diffusion au moment de la programmation, mais pas pour celles qui vivaient en dehors de celle-ci (bien que nous notions que l'ampleur de l'effet ne diffère pas entre ces deux groupes). Ces impacts positifs sur la confiance ne s'étendent pas non plus aux attitudes envers la résolution des conflits ni aux convictions politiques. Cela vient étayer la théorie principale du changement de l'intervention, qui reposait sur le fait que ces diffusions amélioreraient la confiance dans un environnement où celle-ci était faible. Comme le montre la figure 5, cet effet sur la confiance est dû à une augmentation de la confiance locale (par exemple, envers la famille, les amis et la communauté). L'exposition aux messages de paix pour les personnes situées dans la zone de diffusion est associée à une augmentation de 0,09 point de l'indice de confiance sociale, ce qui indique un effet mineur mais positif et significatif sur la confiance.

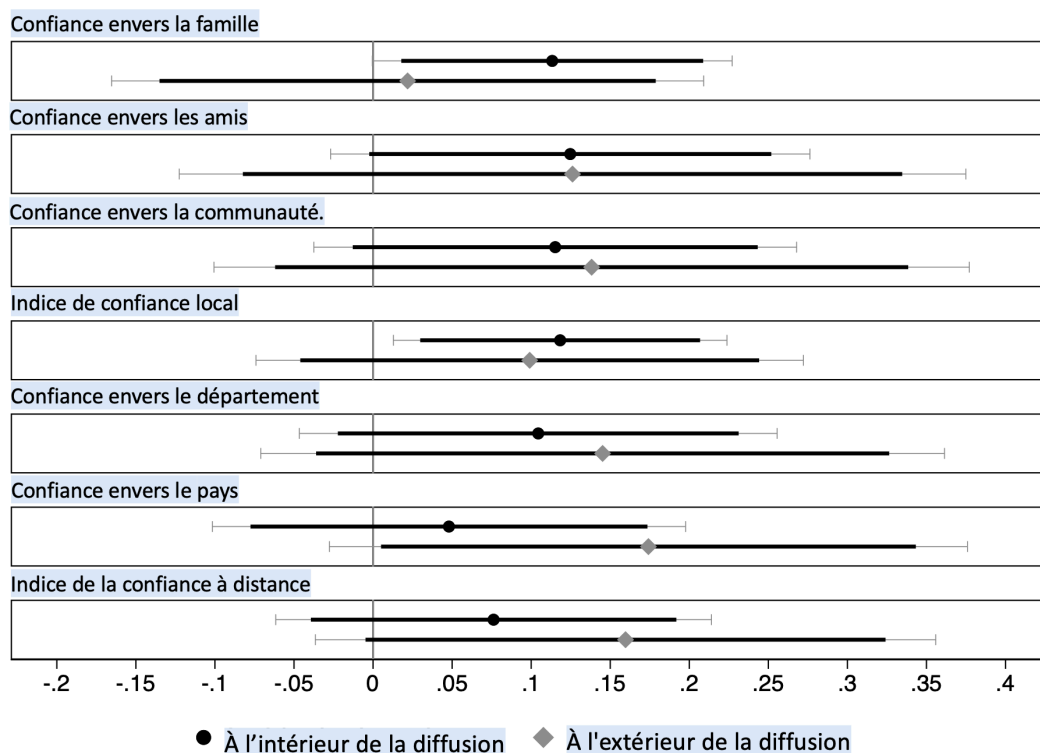


Figure 5. Impacts de la radio pour la paix sur la confiance sociale, par localisation du village au moment de l'intervention. Les coefficients des effets du traitement sur la confiance locale combinent la confiance envers la famille, les amis et la communauté. Les coefficients sur la confiance à distance combinent la confiance envers le pays et le département

De même, l'exposition aux messages de paix pour les personnes situées dans la zone de diffusion est associée à une augmentation de 0,11 point de l'indice de confiance institutionnelle. Cependant, cette augmentation est principalement due à la confiance envers les chefs religieux, qui a connu une hausse significative de 0,26 point.

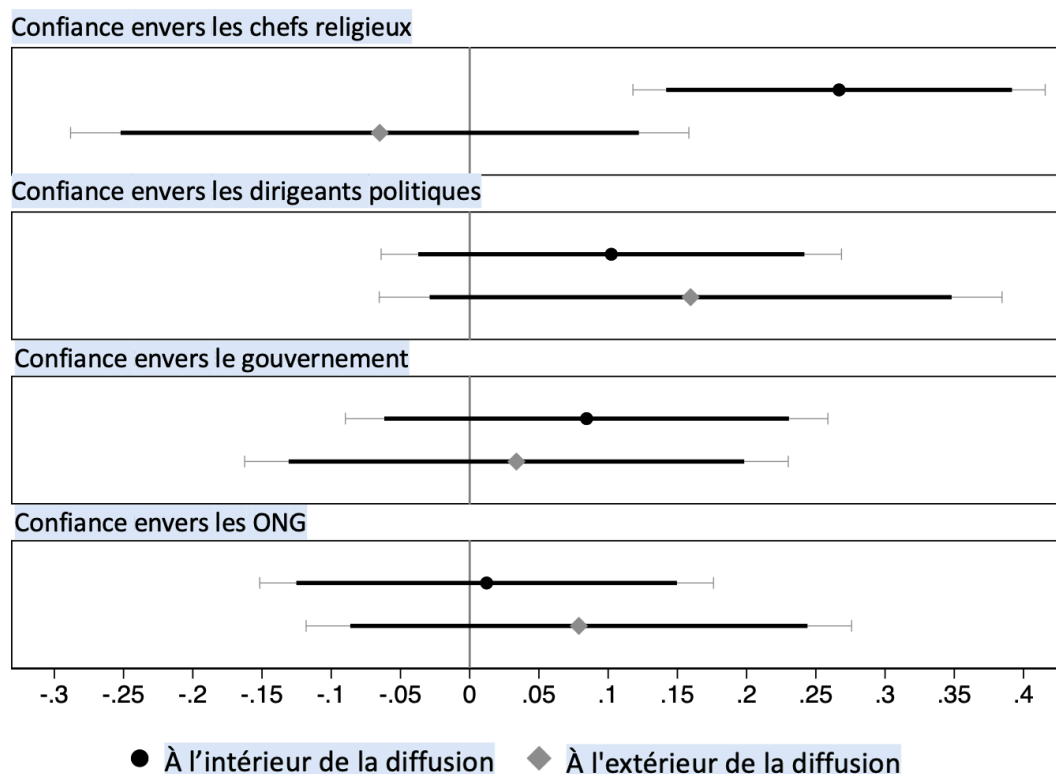


Figure 6. Impacts de la radio pour la paix sur la confiance institutionnelle, selon la localisation du village au moment de l'intervention. Les coefficients des effets du traitement sur les chefs religieux, les dirigeants politiques, le gouvernement et les ONG.

7.2.1. Tolérance à la violence

La figure 7 montre les effets de audio prime sur la tolérance à la violence en général et lorsqu'elle est utilisée à des fins diverses (légitime défense ou gain personnel). Nous évaluons les résultats tant au niveau individuel que sur les croyances des individus concernant les autres membres de leur communauté. Nous ne constatons aucun effet significatif. Ce résultat pourrait s'expliquer en partie par le niveau déjà faible de tolérance à la violence chez les individus. Les opinions des participants sur la violence, telles qu'elles ressortent des entretiens qualitatifs, vont dans le sens de ces résultats. Les points de vue des participants sur la justification de la violence sont complexes et souvent ancrés dans leurs expériences directes de l'insécurité. Si la violence est généralement condamnée, il existe des contextes spécifiques où elle est jugée justifiable. La légitime défense est la justification la plus couramment acceptée. Les

individus estiment avoir le droit de recourir à la violence pour se protéger ou protéger leurs biens lorsqu'ils sont directement menacés, par exemple face à des voleurs ou des agresseurs. On peut citer comme exemples le fait de repousser un voleur armé ou de riposter contre un agresseur pour éviter d'être tué. La défense contre le vol, en particulier celui d'animaux, est également considérée comme justifiable. Étant donné le rôle crucial du bétail dans les moyens de subsistance, certains estiment que le recours à la force pour empêcher le vol est justifié.

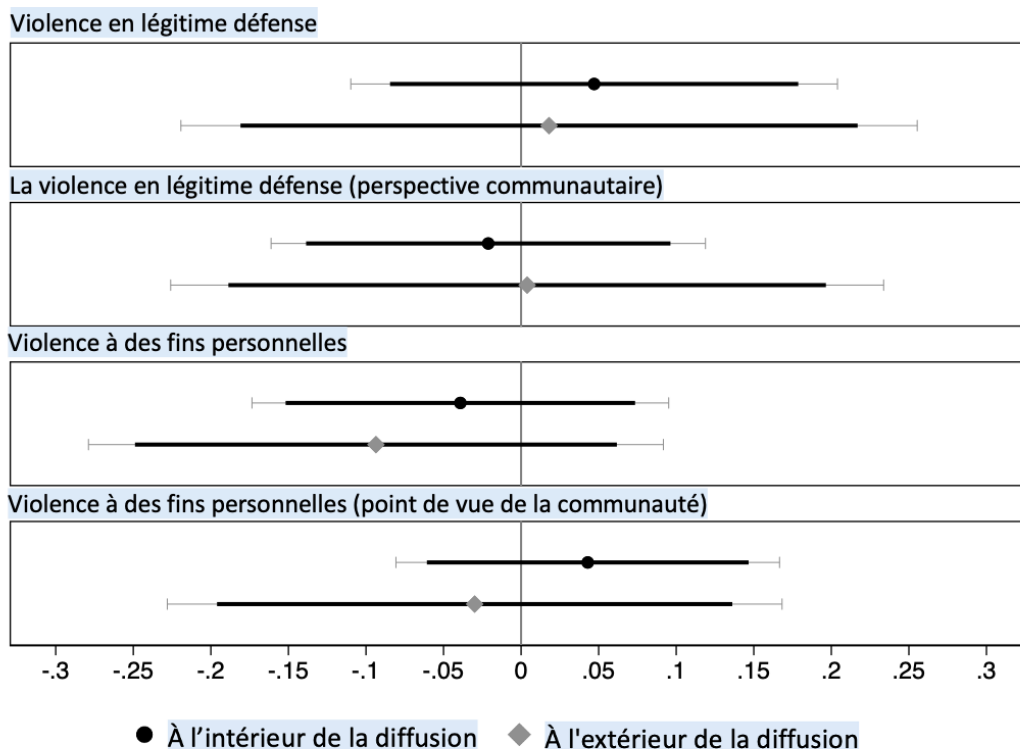


Figure 7. Impact de la radio pour la paix à l'égard de la tolérance envers la violence au moment de l'intervention. Les coefficients des effets du traitement sur la tolérance envers la violence en cas de légitime défense et lorsqu'elle est utilisée à des fins personnelles.

7.2.2. Attitudes politiques

Dans la figure 8, nous examinons les effets de l'amorçage audio sur les attitudes politiques, en tenant compte de la localisation des participants au moment de l'intervention radiophonique. Les résultats indiquent que l'amorçage audio n'a pas d'impact significatif sur le soutien des individus à des attitudes politiques spécifiques.

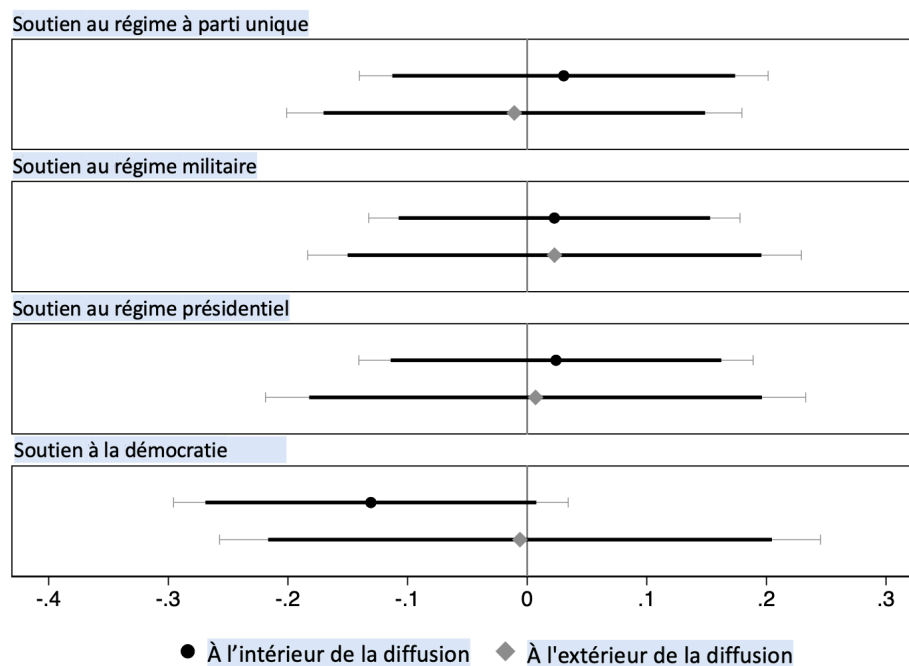


Figure 8. Impact de la radio pour la paix sur les opinions politiques, selon la localisation du village au moment de l'intervention. Coefficients des effets du traitement sur le soutien au régime à parti unique, au régime militaire, au régime présidentiel et à la démocratie.

7.2.3. Constatations qualitatives

Dans cette section, nous nous intéressons plus en détail aux observations supplémentaires issues des analyses qualitatives. Ces résultats ont été obtenus à l'aide d'une analyse thématique appliquée aux données transcrites issues des entretiens. Les principales conclusions de ces approches sont les suivantes:

L'insécurité comme condition structurante de la vie sociale

Les entretiens qualitatifs dressent un tableau cohérent de la vie quotidienne dans un contexte d'insécurité prolongée. Les personnes interrogées décrivent la violence non pas comme un contexte de fond, mais comme le fait organisateur de leur existence: les attaques armées, les assassinats ciblés, le vol de bétail et les déplacements forcés ont perturbé les moyens de subsistance, rompu les liens communautaires et imposé une vigilance permanente à ceux qui restent ou ont été déplacés.

« J'ai été victime d'une tentative d'assassinat. Ils ont essayé de m'égorger comme une chèvre. Heureusement, je m'en suis sorti indemne, mais tous mes biens, mes chaussures et mes vêtements, y compris ceux de mes enfants et de ma femme, ont été emportés. »

La structure de la confiance

Une conclusion récurrente dans les entretiens est l'existence d'une hiérarchie de confiance différenciée. Les membres de la famille sont identifiés comme la principale

source de confiance par presque tous les répondants, en raison de la cohabitation, des obligations mutuelles et de l'absence de trahison. Les chefs religieux occupent une position secondaire. Les dirigeants politiques sont la source de méfiance la plus fréquemment citée dans toutes les communes et tous les profils de répondants.

« Les politiciens font des promesses utopiques et, en général, ne tiennent pas leurs engagements. »

Cette structure de confiance a une pertinence analytique directe pour les résultats quantitatifs. Les améliorations de la confiance sociale observées chez les personnes exposées à la campagne radiophonique pour la paix ne se produisent pas dans un vide de confiance : les personnes interrogées entretiennent une confiance interpersonnelle solide au sein de leurs réseaux familiaux et religieux. L'effet de la campagne radiophonique pourrait donc opérer en étendant les dispositions de confiance existantes à un cercle social plus large, plutôt qu'en créant de la confiance là où il n'y en avait pas.

La radio comme mécanisme de changement d'attitude

Les entretiens fournissent des preuves directes de la manière dont les messages de la radio pour la paix sont reçus. Les personnes interrogées se souviennent systématiquement de ces messages comme étant émouvants et pertinents par rapport à leur situation. Plusieurs d'entre elles établissent des liens explicites entre le contenu du message et leur compréhension de ce qu'exige la réparation sociale.

« Oui, je l'ai entendu [le message radio]... Il disait qu'il fallait que les Nigériens s'unissent et s'écoutent les uns les autres pour devenir frères. J'ai aimé ça, et c'est vraiment ce que nous devons faire. »

Le mécanisme suggéré par les données qualitatives est celui de l'alignement et de l'activation : les personnes interrogées qui accordent déjà de l'importance à la paix et à la cohésion sociale réagissent aux messages de la radio pour la paix comme à une validation externe de leurs valeurs existantes. Cela concorde avec le constat d'effets hétérogènes selon lequel des effets d'amorçage plus forts se produisent chez les individus ayant déjà été exposés au projet – un contact cumulatif peut approfondir l'effet sur les attitudes au fil du temps.

Le lien avec la jeunesse

Un thème récurrent est la vulnérabilité spécifique des jeunes. Les personnes interrogées identifient fréquemment le chômage et la marginalisation des jeunes comme des facteurs de risque directs pour le recrutement par des groupes armés – une théorie locale de l'insécurité qui relie l'exclusion économique à la violence.

« Aujourd'hui, s'il y a de l'insécurité, c'est parce que beaucoup de jeunes sont au chômage. Ils ont été renvoyés de l'école, ils ne font rien d'autre que d'errer dans la ville et de se droguer. Les gens qui se droguent sont capables de faire n'importe quoi de mal. »

Les programmes radiophoniques qui sensibilisent les jeunes à la paix et à la cohésion sociale peuvent donc avoir une fonction protectrice au-delà de leurs effets directs sur les attitudes – une fonction qui mérite une attention particulière dans les futurs projets d'évaluation.

8. Discussion et conclusions

Résultats descriptifs : L'étude fournit des informations précieuses sur les conditions démographiques, socio-économiques et politiques des communautés ciblées par l'intervention de consolidation de la paix. Les résultats combinent des approches qualitatives et quantitatives. Plusieurs défis, tels qu'un faible niveau d'éducation et des obstacles liés aux revenus et à l'accès à la terre, s'accompagnent de violence. La satisfaction à l'égard de la vie et l'optimisme restent faibles au sein de l , et la confiance envers le gouvernement et les dirigeants politiques est faible. Si certains répondants ont justifié le recours à la violence dans des situations spécifiques, la tendance générale au sein de la communauté est au rejet de la violence comme moyen de résolution des conflits. Cela indique que la cohésion sociale et la préférence pour une résolution pacifique des conflits au sein des cercles sociaux familiers restent des éléments centraux de la vie communautaire. Les attitudes politiques semblent être façonnées par l'actualité liée au coup d'État de 2023 et par le soutien individuel aux régimes militaires. Cependant, les régimes militaires sont parfois critiqués pour leur recours à la violence aveugle ou pour ne pas avoir pleinement résolu l'insécurité, malgré les espoirs initiaux. Pour beaucoup, le système idéal donne la priorité à la paix, à la sécurité et au bien-être de tous les citoyens.

Résultats causaux : La partie expérimentale de cette étude vise à déterminer si le fait d'exposer des individus à une partie du message radiophonique diffusé sur la consolidation de la paix influence la confiance, la tolérance à l'égard de la violence et les attitudes politiques des participants. L'analyse examine l'impact du stimulus audio et son lien avec l'exposition préalable des participants à l'émission de radio, en tenant compte de leur localisation au moment de l'intervention radiophonique. Les stimuli audio renforcent la confiance sociale et institutionnelle, en particulier chez les personnes ayant déjà été exposées aux émissions de radio (celles qui se trouvaient dans la zone de diffusion au moment de la mise en œuvre du programme). Cependant, ces stimuli ne semblent pas avoir entraîné de changements mesurables dans les attitudes à l'égard de la tolérance à la violence ou des préférences politiques.

Prises dans leur ensemble, les conclusions quantitatives et qualitatives offrent une description cohérente de la manière dont les interventions de consolidation de la paix par la radio peuvent influencer les attitudes dans les contextes touchés par un conflit. Les résultats de l'expérience de priming – amélioration de la confiance sociale et réduction de la tolérance à la violence chez les personnes exposées au contenu des

radios de paix – concordent avec les descriptions qualitatives de la manière dont ces messages sont reçus : comme étant émotionnellement significatifs et directement en phase avec la situation et les valeurs des personnes interrogées.

Les données qualitatives suggèrent un mécanisme spécifique. La confiance dans le contexte de Tillabéri est structurellement différenciée – forte au sein des réseaux familiaux et religieux, affaiblie aux niveaux institutionnel et politique. Les contenus de la radio pour la paix semblent activer les dispositions de confiance interpersonnelle existantes et les étendre à un cercle social plus large. Cela se reflète dans les effets de priming plus marqués chez les personnes ayant déjà été exposées au projet : un contact cumulé avec les messages de paix pourrait consolider ce changement au fil du temps.

Ces résultats s'inscrivent dans le prolongement de l'évaluation d'impact antérieure à l'échelle macro, qui avait documenté une réduction des indicateurs de violence dans les communautés où les émissions étaient écoutées. Le mécanisme que cette étude n'avait pas pu expliquer – pourquoi l'exposition à la radio pour la paix réduisait la violence – trouve ici une explication possible: en renforçant la confiance sociale et en réduisant la tolérance à la violence en tant que disposition comportementale, les émissions ont peut-être créé des conditions sociales dans lesquelles la violence devient moins acceptable comme réponse au conflit.

9. Annexe

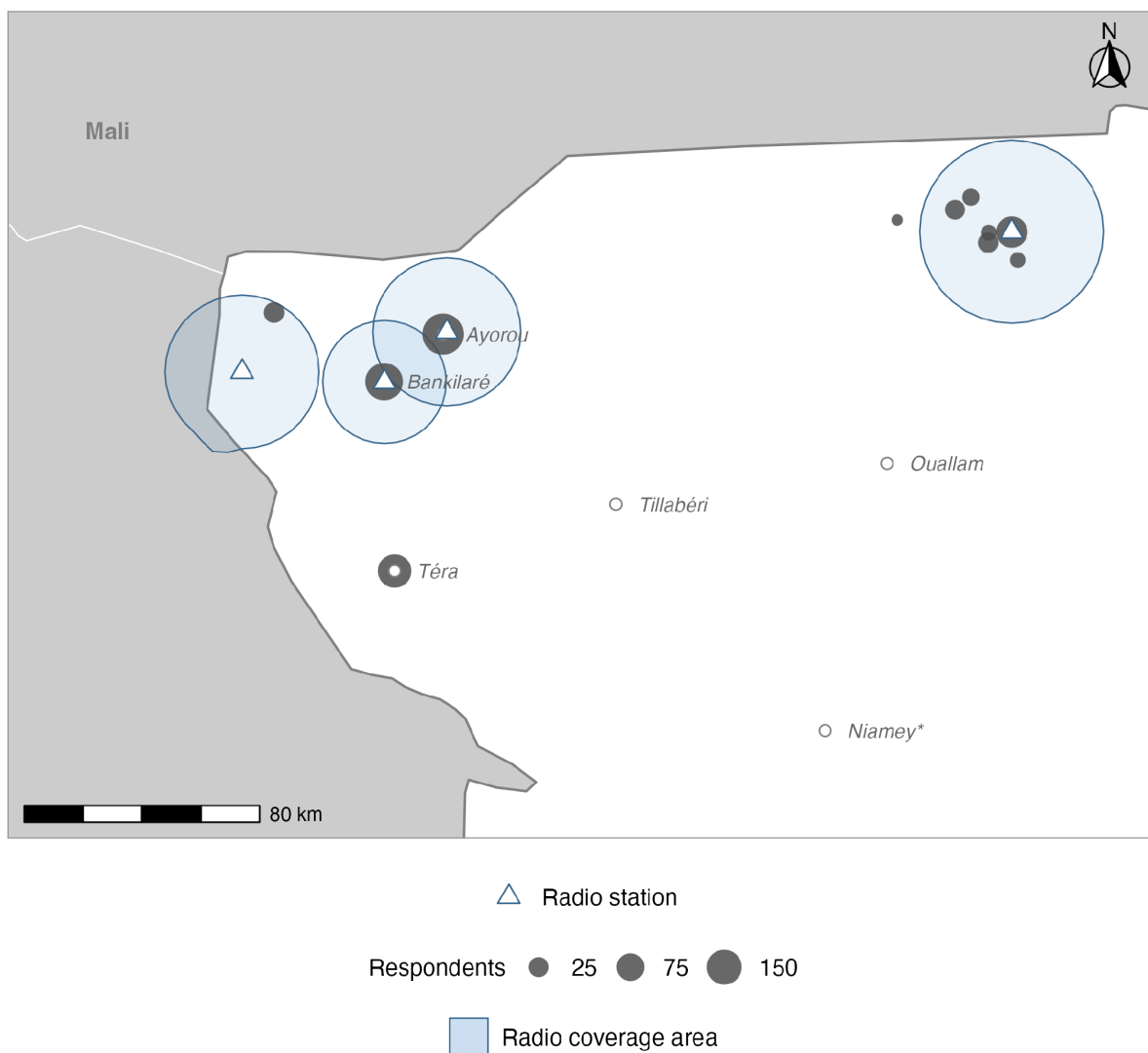


Figure A1: Sites de collecte des données d'enquête. Chaque point représente un site de collecte de données, dont la taille est proportionnelle au nombre de répondants. Les zones ombrées indiquent la portée estimée de chaque station de radio. Les triangles représentent l'emplacement de la station de radio. Les 11 villages où l'enquête a été menée sont : Téra, Ayorou, Bankilaré, Banibangou, Goroul, Kodey Kouara, Dey Koukou, Kolougta Peulh, Adabdab, Dinara, Soumatt.

Tableau A1: Villages inclus dans l'étude

Radio communautaire	Villages situés dans la zone de couverture		Villages situés en dehors de la zone de couverture	
	Village au moment de l'émission	Emplacement actuel	Village au moment de l'émission	Lieu actuel
Banibangou	Banibangou	Banibangou	Adabdab	Banibangou, Adabdab
	Dey Koukou	Dey Koukou	Darey Dey	Banibangou
	Dinara	Dey Koukou, Dinara	Falanzadan	Banibangou
	Kodey Kouara Kolougta Soumatt GorouTché	Kodey Kouara Kolougta Soumatt Banibangou	Sinagodar	Banibangou
Bankilaré	Alamboulé	Bankilare	Amarsingué	Bankilare
	Bankilare	Bankilare	Charim	Bankilare
	Belsa	Bankilare	Chatuman	Bankilare
	Tintachit	Bankilare	Fala Moda	Bankilare
	Koumek	Bankilare	Lemdou	Bankilare
	Takrouzat	Bankilare	Petelkole	Bankilare
	Tatalakat	Bankilare		
Gorouol	Borobon	Terá, Gorouol	Bongouro	Ayorou, Gorouol
	Boukari Koïra	Terá	Téguey	Terá
	Dolbel	Terá	Tera	Terá
	Fantio	Terá, Ayorou		
	Haoussane	Terá		
	Tonditchiam	Ayorou, Gorouol		
Wenzarbé	Terá			
Ayorou	Ayorou	Ayorou	Gaoudel	Ayorou
	Gnalma	Ayorou	Agaye Zarma	Ayorou
	Weylabon	Ayorou	Koutougou	Ayorou
	Weitakoira	Ayorou	Koutougou	Ayorou
			Tédébett	
			Tabaibat	Ayorou
		Yassane	Ayorou	

Script de l'émission radio – Paix

Bonjour à tous, chers auditeurs de l'émission radio. Vous retrouvez Hamidou Younoussa au micro. Nous vous adressons nos salutations les plus chaleureuses. Nous avons pris l'habitude de vous transmettre certains programmes. Notre émission d'aujourd'hui porte sur la paix. Et vous le savez, la paix est plus grande que la vache et même que le cheval. Nous savons que la paix est le gage de toute stabilité, et quand il y a la paix, il y a le développement, et quand il n'y a pas de paix, il n'y a pas non plus de développement. C'est de cela que nous allons vous parler aujourd'hui. Comme vous l'avez entendu, le sujet est la paix, et la paix passe avant tout. Et comment pouvons-nous obtenir cette paix ? Comment pouvons-nous avoir la paix ? Car la recherche de la paix exige de la réflexion.

La paix est l'origine de la vie. Si la paix n'existe pas aujourd'hui, vous savez que rien ne fonctionnera. Mais il y a des moyens de parvenir à la paix que nous souhaitons. Tout d'abord, les gens doivent savoir qu'ils sont les mêmes, qu'il n'y a pas de discrimination, et les dirigeants doivent également rétablir la justice sociale. Car rien n'encourage plus la violence que de voir qu'il n'y a pas de justice dans son pays, dans sa région. Mais si tout le monde est traité sur un pied d'égalité afin que vous sachiez que vous êtes tous Nigériens, alors nous devrions faire en sorte que cette paix s'installe et demeure à jamais. Pour qu'il y ait la paix, c'est comme nous vous l'avons dit : il faut que les gens soient égaux, qu'ils se voient, qu'ils se rassemblent et qu'ils se parlent. Il y a toutes ces ethnies, et elles doivent se réunir en un seul lieu pour parler de ce qui peut leur apporter la paix. Si nous faisons cela, nous espérons qu'il y aura la paix.

De plus, puisque la paix va au-delà de la vache et du cheval, cela signifie être du même père et de la même mère, car aujourd'hui, si les gens se consultent, ils se feront confiance. Même avec votre propre fils, pour avoir de la paix et une confiance mutuelle, il faut manger ensemble, il faut se rapprocher les uns des autres ; sans cela, vous ne pouvez pas vous faire confiance. Il faut que les militaires, les civils et les ethnies elles-mêmes se rassemblent pour se faire confiance, car si vous ne vous réunissez pas, vous ne pouvez pas vous faire confiance. Le nom du projet auquel vous faites appel et les autres partenaires avec lesquels il travaille doivent concevoir des méthodes pour rassembler les gens lors de ce genre de rencontres afin d'échanger des idées, de se parler franchement et sans rancœur, et ils trouveront ainsi des moyens de les amener vers la paix.

Plaise à Dieu. Et cette paix pourra être rétablie. À mon avis, c'est vrai, la paix passe avant tout car même si on vous apporte de la nourriture, si vous n'avez pas la paix, vous ne pouvez pas la manger. Ainsi, si nous y réfléchissons, nous saurons que la paix est le fondement du pays : le développement, la prospérité et la joie, c'est la paix. S'il n'y a pas de paix, il n'y aura rien. Nous vivons à une époque où nous voyons de tout. Mais par la grâce de Dieu, tout est temporaire. Cependant, ce qu'il faut dire, c'est que nous ne devons pas nous laisser, nous devons rassembler tout le monde. Dieu merci, car nous avons des leaders qui présentent tout, comme les autorités, les chefs de village et les chefs traditionnels. Ils sont tous là, et s'ils peuvent nous rassembler, particulièrement dans le contexte dans lequel nous nous trouvons, nous pourrions nous comprendre.

Si Dieu fait en sorte qu'une personne ne se comprenne pas avec les autres... Car il existe plusieurs types de conflits ; si l'on prend l'exemple de l'endroit où nous nous trouvons actuellement, il y a des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Comme je le dis, les conflits sont nombreux, et si vous avez le moindre problème, vous devez aller voir le chef de village, le chef de quartier ou le chef de canton, et leur faire part de votre différend, car on nous dit de ne pas se faire justice soi-même. Quand vous irez là-bas, il vous réconciliera. Mais s'il ne le peut pas, il y a aussi la gendarmerie et les maires, et quand les choses ne s'arrangent pas, il faut aller voir le préfet. Si vous allez voir les autorités, les choses peuvent prendre fin, si Dieu le veut, mais si vous restez ainsi sans aller les voir, les choses ne pourront pas se régler entre vous. Si les gens se comprennent, ils ne peuvent pas se faire la guerre. Avant de terminer, car nous arrivons à la fin de notre émission, nous tenons à vous remercier pour votre écoute et nous vous souhaitons à tous bonne chance.

Script de l'émission radio – Nutrition

Bonjour à tous, chers auditeurs de la radio. Vous retrouvez Hamidou Younoussa au micro. Nous vous adressons nos salutations les plus chaleureuses. Nous avons pris l'habitude de vous transmettre certains programmes. Notre émission d'aujourd'hui porte sur la nutrition. Je suis ravi de me plonger dans ce sujet crucial aujourd'hui. Commençons par vous donner un aperçu du paysage nutritionnel actuel au Niger. Le Niger est confronté à des défis majeurs en matière de nutrition, en particulier chez les populations vulnérables telles que les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes. Les taux de malnutrition restent élevés, le retard de croissance, l'émaciation et les carences en micronutriments étant des préoccupations persistantes. L'accès limité à des aliments nutritifs, l'insuffisance des infrastructures de santé et les crises alimentaires récurrentes exacerbent ces défis.

Mais si l'on regarde les communautés, quels sont les principaux problèmes liés à la nutrition que l'on observe ? Dans le cadre de mon travail avec les communautés, j'ai constaté plusieurs difficultés, notamment des croyances et des pratiques culturelles qui ont un impact sur la nutrition, comme l'arrêt précoce de l'allaitement maternel et une connaissance limitée de l'alimentation de complément appropriée. Pour remédier à ces problèmes, on pourrait notamment organiser des séances d'éducation communautaire et collaborer avec les dirigeants locaux afin d'améliorer l'accès à des aliments diversifiés et nutritifs.

Et enfin, j'aimerais que nous discutons du rôle de l'agriculture dans l'amélioration de la nutrition au sein de nos communautés. Je pense que l'agriculture joue un rôle crucial dans la lutte contre les défis nutritionnels en garantissant la disponibilité et la diversité des aliments. En tant qu'agriculteurs, nous pourrions nous efforcer de diversifier notre production agricole, en intégrant des aliments riches en nutriments comme les légumineuses et les légumes dans nos pratiques de culture. Ou encore, nous pourrions explorer des techniques d'élevage durables pour améliorer l'accès aux sources de protéines.

Et pour atteindre cet objectif, une collaboration entre les secteurs de la santé, de l'agriculture, de l'éducation et de la protection sociale est essentielle pour s'attaquer à la nature multifacette de la malnutrition. En intégrant des interventions sensibles à la nutrition dans les programmes existants — comme les services de vulgarisation agricole qui promeuvent des systèmes de culture diversifiés ou les services de santé qui proposent des conseils en nutrition —, nous pouvons maximiser l'impact et atteindre les populations les plus vulnérables. Malheureusement, notre temps est compté, mais avant de conclure, j'aimerais partager quelques dernières réflexions. Premièrement, je pense que donner aux communautés les moyens d'agir grâce aux connaissances et aux ressources est la clé pour améliorer les résultats nutritionnels au Niger. En travaillant ensemble et en tirant parti de nos forces, nous pouvons créer un avenir plus sain pour tous.

Deuxièmement, le secteur agricole doit s'engager à poursuivre ses efforts pour produire des aliments nutritifs de manière durable et partager ses connaissances avec les autres membres de notre communauté. Ensemble, nous pouvons nous attaquer aux causes profondes de la malnutrition et bâtir un système alimentaire plus résilient. Enfin, les solutions durables à la malnutrition exigent une action collective et une approche holistique qui s'attaque aux déterminants sous-jacents. En faisant de la nutrition une priorité et en investissant dans des interventions fondées sur des données probantes, nous pouvons accomplir des progrès significatifs vers un Niger plus sain.

C'est ainsi que nous arrivons à la fin de notre émission d'aujourd'hui. Je tiens à remercier notre public pour sa participation. Continuons à travailler ensemble pour faire en sorte que chaque individu au Niger ait accès à une alimentation nutritive et à la possibilité de s'épanouir. Merci et au revoir.

Tableau A2. Tableau des résultats pour le stimulus audio

	Contrôle Moyenne (1)	Différence (T- C) (2)	Obs . (3)
Âge (déclaré)	45,13 (14,54)	-1,14 [0,26]	779
C'est une femme	0,50 (0,50)	-0,05 [0,19]	779
Est marié	0,85 (0,36)	0,01 [0,62]	779
Langue maternelle : zarma/songhoy	0,56 (0,50)	0,00 [0,96]	779
La langue maternelle est le tamasheq	0,36 (0,48)	-0,01 [0,73]	779
Est-il chef de famille	0,59 (0,49)	-0,02 [0,49]	779
Cinq personnes à charge ou plus dans le ménage	0,86 (0,35)	0,01 [0,55]	779
Sans formation	0,80 (0,40)	0,01 [0,75]	779
Aucune source de revenus	0,19 (0,39)	-0,03 [0,33]	779
Les activités agricoles de subsistance constituent la principale source de revenus	0,44 (0,50)	-0,08** [0,03]	779
Le ménage a accès à des terres à des fins agricoles	0,33 (0,47)	0,01 [0,84]	779
Issu d'un autre village	0,87 (0,33)	-0,00 [0,88]	779
La principale raison de la migration était la violence dans l'ancien lieu de résidence	0,99 (0,09)	-0,00 [0,73]	682

Le répondant a déménagé en 2021 ou après	0,75 (0,43)	-0,03 [0,36]	683
------------------------------------------	----------------	-----------------	-----

Remarque : la moyenne et l'écart-type du groupe témoin sont présentés dans la colonne (1) ; la colonne (2) indique la différence entre les moyennes du groupe de traitement et celles du groupe témoin, la valeur p des tests comparant ces moyennes étant indiquée entre crochets.

Tableau A3. Tableau de bilan de la zone de diffusion

	Moyenne du groupe témoin (1)	Différence (T- C) (2)	Obs. (3)
Âge (déclaré)	46,02 (13,47)	-2,11* [0,06]	779
Est une femme	0,44 (0,50)	0,05 [0,16]	779
Est marié	0,90 (0,30)	-0,06** [0,04]	779
Langue maternelle : zarma/songhoy	0,59 (0,49)	-0,05 [0,17]	779
La langue maternelle est le tamasheq	0,28 (0,45)	0,12*** [0,00]	779
Est-il chef de famille	0,65 (0,48)	-0,11*** [0,00]	779
Cinq personnes à charge ou plus dans le ménage	0,85 (0,36)	0,02 [0,43]	779
Sans formation	0,76 (0,43)	0,07** [0,03]	779
Pas de source de revenus	0,21 (0,41)	-0,06* [0,06]	779
Les activités agricoles de subsistance constituent la principale source de revenus	0,44 (0,50)	-0,07* [0,06]	779

Le ménage a accès à des terres à des fins agricoles	0,24 (0,43)	0,14*** [0,00]	779
A émigré d'un autre village	1,00 (0,00)	-0,19*** [0,00]	779
La principale raison de la migration était la violence dans l'ancien lieu de résidence	0,99 (0,11)	0,01 [0,49]	682
Le répondant a déménagé en 2021 ou après	0,99 (0,09)	-0,41*** [0,00]	683

Remarque: la moyenne et l'écart-type du groupe témoin sont présentés dans la colonne (1) ; la colonne (2) indique la différence entre les moyennes du groupe expérimental et celles du groupe témoin, la valeur p des tests comparant ces moyennes étant indiquée entre crochets.

